

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 135 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2836 - Prix : 1€

**Retraites : le
gouvernement
promet du sang et des
larmes**

Page 3

**Face à l'inflation :
profits ou pas,
augmenter les salaires**

Page 4

**La NRL : une route
toujours pas livrée qui
coûte toujours plus
cher**

Page 5

**Course aux
armements :
l'accélération**

Page 9

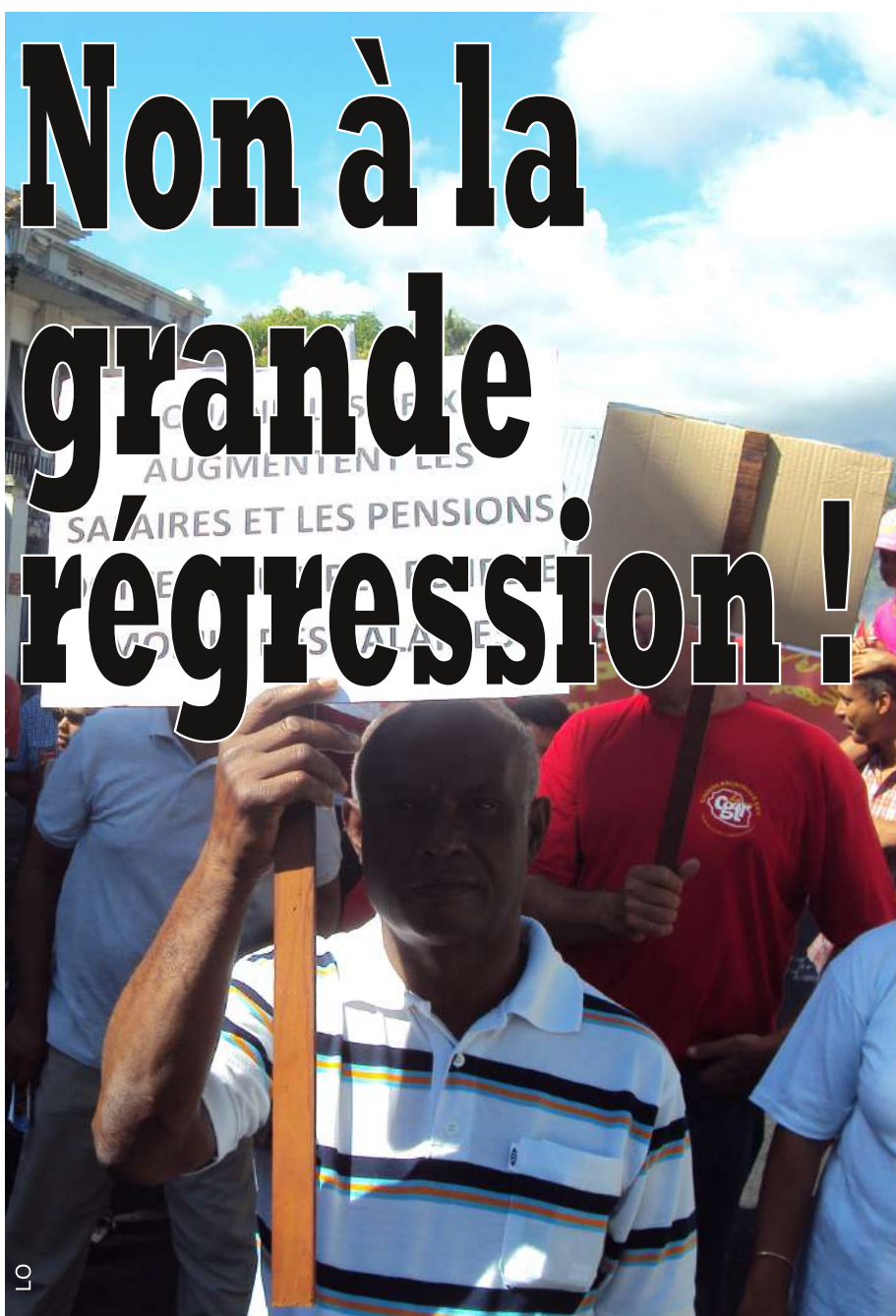
**Korbey d'Or : la
reprise aiguise les
appétits**

Page 9

Sénégal

**Les travailleurs face
à la flambée des prix**

Pages 11



Non à la grande régression !

La guerre en Ukraine menace, à tout moment, de dégénérer en conflit plus large. L'envolée des prix, ahurissante pour l'énergie, force certaines entreprises à s'arrêter. Le pays risque d'être plongé dans le noir et, pour l'éviter, le gouvernement prépare des coupures d'électricité. Et quelle est la préoccupation de Macron ? Reculer l'âge de départ à la retraite !

Dans la pire des situations, même dépassés par les événements, ceux qui nous gouvernent utiliseront leur dernier souffle pour s'attaquer aux travailleurs. C'est dans leurs gènes politiques. Pour eux, gouverner, c'est servir les intérêts de la bourgeoisie et donc imposer des sacrifices aux travailleurs. C'est d'autant plus vrai dans les périodes de crise où la guerre entre les capitalistes pour assurer leurs profits s'intensifie.

Alors oui, malgré les menaces qui pèsent sur la société et sur les classes populaires en particulier, Macron en rajoute. Après avoir réduit les indemnités chômage, il veut sabrer dans les droits à la retraite.

Macron s'est encore donné quelques semaines pour préciser son projet de loi. Mais celui-ci sera présenté courant janvier. Il y aura ensuite quelques semaines de cinéma où l'opposition s'agitiera à l'Assemblée. Et si nécessaire, le coup de sifflet final sera donné par le 49.3. Tout cela pour une entrée en vigueur de la réforme à l'été 2023.

Seule l'intervention des travailleurs peut empêcher cette attaque au pas de charge. Pour l'instant, l'opposition massive à ce recul n'est mesurée qu'au travers des sondages. Eh bien, il va falloir l'exprimer dans les entreprises et dans la rue au travers de grèves et de manifestations !

Pour bien des travailleurs, la priorité est de réussir à se chauffer et se nourrir correctement malgré l'envolée des prix. Cela alimente, dans toutes les entreprises, un mécontentement sur les salaires. Il faut le faire entendre et le transformer en un coup de colère général contre la politique antiouvrière du gouvernement et du grand patronat.

La défense de notre pouvoir d'achat et de nos retraites constitue un seul et même front de combat. C'est parce que les capitalistes n'augmentent pas les salaires de base, et font, ici et là, diversion avec des primes, que les caisses de retraite ne se remplissent pas.

Si les femmes étaient payées autant que les hommes, cela ferait rentrer des milliards dans les caisses de retraite. Et si les plus de 50 ans étaient salariés, plutôt qu'écartés par les entreprises, il n'y aurait pas de déficit.

Rien n'oblige le gouvernement à reculer l'âge de la retraite à 65 ans. Le déficit annoncé des caisses de retraite, 12 milliards en moyenne par an dans les prochaines années, serait facile à combler.

12 milliards, ce sont les profits que TotalEnergies a réalisés en six mois. Cela correspond à un petit dixième des profits réalisés par les entreprises du CAC 40 en 2022. Et c'est 6,5 % de la fortune de Bernard Arnault, estimée, cette semaine, à 185 milliards de dollars. Alors, la bourgeoisie a largement de quoi payer les retraites !

Et ce serait la moindre des choses ! La classe capitaliste s'enrichit par l'exploitation des travailleurs pendant toute leur vie : cela devrait être à elle de payer intégralement leurs retraites, et non à d'autres salariés, par leurs cotisations, comme c'est le cas aujourd'hui au travers du système par répartition.

Nous pouvons sauver nos retraites, à condition de nous battre contre le gouvernement, dévoué corps et âme à la bourgeoisie, et contre l'ordre social capitaliste.

Un pays comme la France n'a jamais eu autant de possibilités pour soigner, nourrir, éduquer, transporter la population, et nous voyons nos conditions de vie reculer dans tous ces domaines.

Oh, pour les plus riches, la vie est douce et prospère. Ils n'ont jamais de problème d'emploi, de salaire ou de retraite : sans rien faire de leurs dix doigts, ils touchent le pactole en jonglant avec leurs capitaux. Cela leur donne le pouvoir d'occuper tous les postes de commandement dans les entreprises comme dans les institutions.

Où nous mène la domination de cette grande bourgeoisie ? À la régression générale pour l'écrasante majorité des travailleurs. Le plus grave est qu'en imposant son système de concurrence et sa guerre économique permanente, elle nous conduit aussi à la guerre tout court.

Alors, les travailleurs doivent affirmer leurs revendications et se battre avec la conviction d'avoir tout à gagner à contester cet ordre social.

Nous ne sommes pas condamnés à la domination de la bourgeoisie et de ses politiciens. Toute la production de richesses dépend de nous, il dépend aussi de nous de changer la société pour mettre un coup d'arrêt à son évolution catastrophique et guerrière.

Nathalie Arthaud

Retraites : le gouvernement promet du sang et des larmes

À peine la réforme de l'Assurance chômage votée, le gouvernement s'attaque aux retraites. Le texte du projet de loi doit être finalement présenté par Élisabeth Borne début janvier.

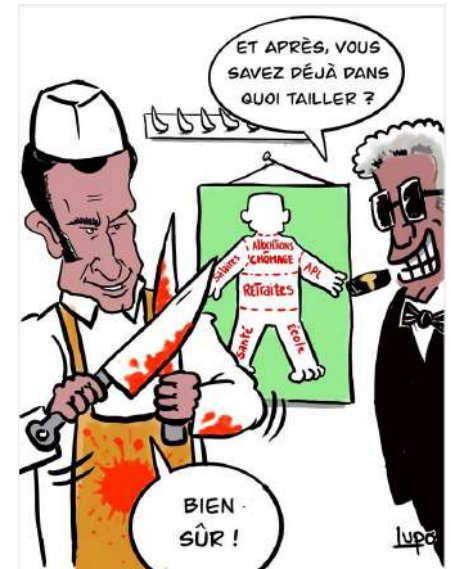
L'âge légal de départ à la retraite passerait ainsi, progressivement mais très rapidement, de 62 à 65 ans d'ici 2031. Le gouvernement est tellement pressé que la réforme s'appliquerait dès l'été 2023, et concernerait l'ensemble des travailleurs nés dès le deuxième semestre 1961. Enfin, les travailleurs concernés par les « régimes spéciaux » seraient affiliés au régime général des retraites. Le prétexte asséné est que les caisses de retraite sont de plus en plus déficitaires, du fait du vieillissement de la population.

On ne peut qu'être frappé par cet étalage de mauvaise foi. Le gouvernement sort régulièrement depuis des années des centaines de milliards

pour subventionner les capitalistes, allant du fameux « quoi qu'il en coûte » aux augmentations du budget militaire. La réforme des retraites est donc bel et bien un choix de classe, une mesure supplémentaire pour faire payer la crise économique aux travailleurs, tout en permettant aux profits de continuer leur ascension. Le système par répartition, que le gouvernement dit vouloir préserver, n'est d'ailleurs pas plus juste que d'autres. La classe capitaliste s'enrichit par l'exploitation des travailleurs pendant toute leur vie : cela devrait donc être à elle de payer intégralement les retraites, et non à d'autres travailleurs, par leurs cotisations, comme c'est le cas aujourd'hui.

En 2019, Macron et son gouvernement avaient déjà tenté d'imposer une réforme du système de retraite. Ils s'étaient heurtés à une grève d'ampleur dans plusieurs entreprises, obligeant le gouvernement à ajourner

son attaque au début de la pandémie. La nouvelle réforme qu'annonce Borne appelle à nouveau une résistance déterminée de la classe ouvrière.



Toujours la politique du gros bâton !

Votée le 22 novembre dernier grâce aux voix des députés des groupes Renaissance (LREM), des Républicains, du Rassemblement National et... des Socialistes, la "loi de programmation et d'orientation du ministère de l'Intérieur" (Lopmi) consacre également la généralisation des AFD (amendes forfaitaires délictuelles), notamment en cas d'occupation des établissements scolaires ou d'entrave à la circulation.

Par ces temps de crise et de montée des prix, les représentants politiques de la bourgeoisie, craignant qu'un jour éclate la colère des classes populaires, se préparent à la répression contre la jeunesse, contre les salariés en grève qui demain occuperont leurs lieux de travail (piquets de grève) ou contre tous autres manifestants contestant le pouvoir des riches sur la voie publique (Gilets

Jaunes ou autres).

Menacer de frapper les classes populaires au porte monnaie pour les dissuader de se révolter a toujours fait partie de l'arsenal utilisé par la bourgeoisie.

Arme qui cesse d'être dissuasive quand la colère atteint des sommets !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 16 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 17 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 18 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 7 JANVIER de 8H30 à 10H00

Face à l'inflation : profits ou pas, augmenter les salaires

Le nom donné par le gouvernement à ce qui ne serait finalement qu'une nouvelle prime, le « *dividende salarié* », recèle un double piège. Ce nom veut évoquer un possible « partage de la valeur » entre patronat et travailleurs.

Le nom « *dividende salarié* » charrie implicitement l'idée que si les patrons ne font pas de bénéfices, il serait normal pour les travailleurs d'en « partager » les pots cassés.

Cette idée est particulièrement nocive car elle vise à faire croire aux travailleurs que les actionnaires d'une entreprise et les salariés qui en produisent toute la richesse devraient fatalement partager le même sort, voire la même galère en cas de baisse des profits de ladite entreprise. Or, alors même que les grandes entreprises ont dégagé des profits record en 2022, elles prétextent déjà leur in-

certitude face à l'avenir pour ne pas lâcher, actuellement, les augmentations de salaire qu'exigent bien des travailleurs face à la hausse des prix. Accepter l'idée d'une communauté d'intérêts entre salariés et actionnaires serait un jeu de dupes. Si des groupes, voire des secteurs entiers de l'économie, devaient être affectés dans les mois à venir par les conséquences de la crise qui s'aggrave, les travailleurs n'en seraient pas responsables. Ce ne serait que le retour de bâton d'un jeu auquel tous les capitalistes participent et dont ils tirent leurs milliards passés et actuels. À l'origine de ces milliards, il y a les travailleurs sans lesquels rien ne serait produit, rien ne fonctionnerait, rien ne tournerait. Dans le système capitaliste, les travailleurs n'ont jamais leur mot à dire dans la manière dont les patrons gèrent leur

entreprise ou même l'économie, alors ils n'ont pas à accepter d'être co-responsables de la catastrophe à laquelle les mènent ces derniers, et donc solidaires des pertes éventuelles de leur entreprise.



Roussel : pour l'unité... avec les patrons

Dans une interview à *Ouest-France* du 5 décembre, Fabien Roussel a présenté le lancement d'une campagne du PCF qui préconise de préparer, non pas la riposte de classe indispensable au projet gouvernemental sur les retraites, mais la signature d'une pétition demandant aux parlementaires d'adopter d'une motion référendaire sur le sujet.

Se présentant dans l'interview comme « *le meilleur allié des chefs*

d'entreprise », Roussel affirme : « *Nous avons besoin d'unité. D'être soudés face à la crise. De solutions. Pas d'une confrontation qui mette le pays à feu et à sang.* » « *Mieux vaut ça plutôt qu'un blocage du pays, avec manif, grèves et compagnie. N'ayons pas peur du débat !* »

Roussel n'a pas peur du ridicule, puisque, à l'objection selon laquelle il aura besoin du soutien du Sénat à

majorité LR pour sa motion référendaire, il répond « *Et pourquoi pas ?* » Voilà donc que pour préserver leurs retraites, Roussel demande aux travailleurs de placer leurs espoirs dans les barbons antiouvriers de LR, majoritaires au Sénat. On le verra sans doute bientôt expliquer que, pour lui, le vrai sens des initiales PCF est Parti capitaliste français.

Portefeuilles ministériels : gonflés à bloc

Le patrimoine déclaré des ministres de Macron vient d'être publié par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Sur les 41 membres du gouvernement, vingt sont millionnaires.

Le plus riche est Franck Riester, chargé de relations avec le Parlement, dont le patrimoine s'élève à 10,24 millions d'euros. Outre son mandat, il est à la tête du groupe automobile Riester et possède pour 3,85 millions de biens immobiliers.

Viennent ensuite Éric Dupond-Moretti, qui, entre biens immobiliers et joujoux de luxe, a déclaré 4,5 millions d'euros ; puis Agnès Pannier-Runacher (2,68 millions d'euros), dont l'argent paternel a été placé entre des assurances-vie pour ses enfants, des biens immobiliers et des placements rentables ; puis Élisabeth Borne, qui déclare 1,67 million, etc.

Tous, même les derniers de la liste dont le patrimoine tourne autour du million d'euros, sont à des an-

nées-lumière des Restos du cœur. Mais tous aussi sont unanimes pour refuser aux travailleurs les augmentations de salaire indispensables, condamner les chômeurs au pain sec et dégrader encore plus le système des retraites.

Un gouvernement de nantis au service des riches, ce n'est pas un scoop mais l'étalage de leur richesse a de quoi donner la rage.

Macron à Washington : impérialistes petits et grands

La bonne entente affichée lors de la visite de Macron à Biden à Washington n'empêche pas la guerre commerciale entre les grandes puissances.

Les pleurnicheries de Macron n'ont pas infléchi la volonté de Biden de mener une politique protectionniste.

L'idylle entre les deux présidents avait pourtant bien commencé, les deux se remerciant chaleureusement et se passant la main dans le dos lors des conférences de presse, faisant des selfies dans les restaurants. Mais derrière cet affichage se cache la rivalité économique entre puissances impérialistes. Et, dans cette guerre commerciale, Macron ne concourt pas dans la même catégorie.

En effet, le président américain a annoncé un programme d'investissement et de subventions aux entreprises américaines de 430 milliards de dollars pour favoriser le Made in America. Cette politique protectionniste représentera un avantage sérieux pour les entreprises américaines dans la concurrence internationale.



Susan Walsh

Confronté à cette nouvelle attaque contre les capitalistes concurrents, en particulier européens, Macron a cherché à muscler son jeu en prétendant parler au nom de l'Union européenne. Ce n'est pas le cas, car les États européens, aux intérêts différents, voire opposés, sont loin de s'être mis d'accord pour parler d'une seule voix. Et même si cela était le cas, ni l'État français ni celui des autres pays européens ne font le poids et ne peuvent soutenir leur propre bourgeoisie à la même hauteur, ensemble ou séparément. De

même que le capital français ou européen ne peut concurrencer la puissance économique des multinationales américaines.

Et pendant que les représentants politiques de la bourgeoisie s'agitent, comme Macron à Washington, les populations trinquent. Les subventions versées aux entreprises représentent autant de financements en moins pour l'entretien des routes, des réseaux d'électricité ou d'eau, pour les hôpitaux.

La NRL : une route toujours pas livrée qui coûte toujours plus cher

Projet lancé en 2010 par l'ancien président de la région, Didier Robert, la Nouvelle Route du Littoral devait sécuriser le passage quotidien de dizaines de milliers d'automobilistes transitant entre la capitale Saint-Denis et la Possession.

Fin 2022, elle n'est toujours pas terminée. Seule sa partie en viaduc a été livrée peu avant que Didier Robert, le représentant de la droite réunionnaise, cède la direction de la Région à Huguette Bello, la candidate de gauche.

Celle-ci a décidé que la portion restante se ferait aussi en viaduc alors que son prédécesseur avait retenu la solution de la digue. De nouvelles études sont donc nécessaires et le groupement d'entreprises chargé de la réalisation de la

NRL demande une rallonge de 900 millions d'euros pour les modifications apportées au chantier initial.

Les négociations menées par la Région et l'ancien premier ministre de Macron, Jean Castex, ont finalement débouché sur un partage du surcoût entre les deux parties.

Mais à ce jour, le montant du prix des travaux pour la réalisation de cette route atteint 2,5 milliards d'euros contre les 1,62 milliards annoncés au début du chantier.

Le bilan de ce chantier titanesque n'est pas flatteur ; la route n'est pas terminée. Huguette Bello a annoncé sa livraison finale... en 2028 ! Son coût a augmenté de 54 % contribuant à un endettement sans précédent de la collectivité. Quant aux embouteillages, ils n'ont pas été résorbés. Ils augmentent au

contraire de jour en jour, faute d'un réseau de transports en commun suffisant et performant.

Les seuls à pouvoir se réjouir dans cette affaire sont les capitalistes du BTP, les patrons transporteurs, les patrons des concessions automobiles, les banques, les assurances et l'État !

Tout ce petit monde de profiteurs nous fait payer chaque jour, financièrement et au prix de notre fatigue, leur choix de privilégier les transports individuels en lieu et place des transports collectifs... avec la complicité active de la classe politique réunionnaise !

Loi sur l'immigration : démagogie antimigrants et mesures propatronales

Mardi 6 décembre, le gouvernement a présenté devant les députés les grandes lignes de son projet de loi sur l'immigration, dont l'examen au Parlement doit avoir lieu en janvier.

De nombreuses associations dénoncent « un énième projet de loi (...) qui va toujours dans le même sens, (...) une restriction des conditions d'accueil et une détérioration continue des droits des personnes mi-

grantes ».

Le texte propose une série de mesures visant à réduire le délai des procédures concernant les demandeurs d'asile. Alors que la Cour nationale du droit d'asile, devant se prononcer sur une demande, statuait majoritairement d'une façon collégiale, le recours à un juge unique serait systématisé. En cas de rejet de la demande, il deviendrait possible de procéder à l'expulsion sans attendre

le dépôt d'un recours. Pour augmenter le nombre d'expulsions, la méthode consiste clairement à rendre la procédure encore plus expéditive qu'elle ne l'est actuellement.

Mais, tout en donnant des gages à l'électorat le plus réactionnaire, le gouvernement cherche aussi à satisfaire aux revendications d'une partie du patronat, inquiet de ne pas pouvoir trouver une main-d'œuvre sous-payée. Un titre de séjour spécifique devrait être créé pour les « métiers en tension » dont il existe une liste, créée en 2008 et actualisée une seule fois en 2021. Le gouvernement voudrait y intégrer des secteurs tels que la restauration, la petite enfance, le bâtiment, la propreté et la logistique.

Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs ne disposent que d'une seule arme, leur capacité à lutter ensemble. Opposer l'idée de la solidarité entre travailleurs, quelle que soit leur origine, au poison de la xénophobie répandu par tous les démagogues, est plus que jamais nécessaire.



Levothyrox : le voile se lève

L'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) a été mise en examen le 5 décembre pour « tromperie » dans le cadre de l'enquête menée sur la nouvelle formule du Levothyrox des laboratoires Merck proposée depuis 2017.

Fin octobre 2022, la filiale française de ce laboratoire avait déjà été mise en examen pour « tromperie aggravée ». Le Levothyrox est un médicament utilisé dans le traitement des maladies de la thyroïde. Depuis le changement des excipients en 2017, la molécule restant la même, de nombreux patients s'étaient plaints d'effets secondaires tels que crampes, maux de tête, vertiges, etc. Ils avaient

demandé que Merck recommercialise l'ancienne formule. Ce changement de formule avait été agréé par l'ANSM, qui valide la sécurité des médicaments, et Merck affirmait haut et fort que le « nouveau » Levothyrox n'était absolument pas nocif et les plaintes des malades parfaitement injustifiées.

Tel n'a pas été l'avis du tribunal de Marseille, qui avait condamné Merck en 2020 pour « préjudice moral » et l'avait contraint à indemniser 3 329 victimes à hauteur de 1 000 euros chacune. Cela contredisait l'avis rendu en 2019 par l'ANSM qui concluait, d'une étude sur plus de deux millions de patients, que le nouveau Levothyrox n'avait pas engen-

dré de problèmes de santé graves. Entre-temps l'ancienne formule du médicament avait été partiellement remise en vente.

L'ANSM et Merck se retrouvent en tout cas accusés de tromperie pour l'un et de tromperie aggravée pour l'autre. Voilà au moins un scandale sanitaire qui ne passera pas complètement sous la table et qui met en évidence les responsabilités du laboratoire, l'un des plus puissants au monde, et de l'ANSM chargée de défendre la santé des patients mais que l'on a vue soigner davantage la santé des profits des industriels.

Recherche médicale : à votre bon cœur...

Grâce à la mobilisation des bénévoles et donateurs, 78 millions d'euros de dons ont été promis lors de la récente édition du Téléthon.

Depuis 35 ans, dans un pays riche comme la France, une partie de la recherche sur les maladies neuromusculaires, la thérapie génique et des maladies rares, est ainsi financée par la générosité publique, tout comme la recherche sur le cancer, sur les maladies du cerveau, etc.

L'État finance le moins possible la recherche médicale, réservant l'argent public aux grandes entreprises, qui bénéficient, entre autres, des 6

milliards d'euros du crédit impôt-recherche cette année. Cette niche fiscale à elle seule coûte six fois plus que le budget de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Depuis des années, bien des unités de recherche, dans des organismes publics comme l'Inserm, jonglent avec des budgets tout à fait insuffisants. Il est de plus en plus compliqué d'assurer à la fois les salaires des scientifiques, techniciens et administratifs, qui sont de plus en plus des travailleurs précaires hors statut, et les dépenses courantes ou d'équipe-

ment.

Les chercheurs sont de plus en plus absorbés, non par la recherche médicale, mais par celle de crédits pour faire fonctionner leur laboratoire. À présent, l'Inserm aussi est contraint de faire appel à la générosité du public au travers d'une campagne destinée à déclencher des dons pour financer les progrès dans la santé.

Au lieu de cela, les 44 milliards d'euros budgétés cette année pour l'armée française pourraient être consacrés à la santé publique, quitte à laisser les généraux tenter de se financer par un « arméthon ».

TotalEnergies : permis de piller et de polluer

TotalEnergies poursuit deux vastes chantiers pétroliers en Afrique de l'Est : le projet Tilenga comporte le forage de plus de 400 puits en Ouganda, et le projet EACOP prévoit de transporter le pétrole extrait à travers l'Ouganda et la Tanzanie jusqu'à l'océan Indien, via le plus long pipeline chauffé au monde (1 443 kilomètres).

En Ouganda, les ONG dénoncent depuis plusieurs années l'expropriation de paysans, pour beaucoup sans indemnisation, après les intimidations des forces de sécurité de Total,

de l'armée ougandaise et désormais de la nouvelle police spéciale du pétrole ougandaise. Un rapport témoigne de la même brutalité et des mêmes exactions en Tanzanie. Au total, 118 000 paysans ont déjà été expropriés dans ces deux pays. Mais le projet de Total va également affecter la vie de dizaines d'autres millions. Son oléoduc géant doit longer le plus grand bassin d'eau douce d'Afrique, le lac Victoria, dont dépendent aujourd'hui 40 millions de personnes, avec les risques de fuites propres à tout pipeline. Il menace

aussi les populations des rives de l'océan Indien, avec le danger prévisible de marées noires dans une région sujette aux tsunamis et aux séismes.

Alors, peu importe la COP 27, la résolution prise en septembre par le Parlement européen pour un report du projet EACOP, sa condamnation par quatre rapporteurs spéciaux de l'ONU, et même par le Vatican : TotalEnergies poursuit ses chantiers, et son calendrier n'a pour l'instant pas bougé d'un pouce. Il a même reçu le soutien de l'État français.

Protection de la planète : des beaux discours à la réalité

Les dirigeants de l'Union européenne viennent de conclure un accord pour interdire l'importation de produits issus de pays pratiquant la déforestation.

Entre les grands propriétaires brésiliens massacrant la forêt amazonienne (« poumon de la planète »!), leurs homologues paraguayens et boliviens faisant de même avec la savane du Cerrado pour y produire du soja pour nourrir les bêtes à viande, ou encore les grandes entreprises des pays riches qui détruisent les forêts tropicales de l'est de la République Populaire du Congo pour en exporter bois et minerais précieux (coltan, cas-

sitérite, or), ils ont le choix !

Mais la décision finale, ce sont les grands propriétaires de capitaux, les banques qui l'ont, car ils ont la main sur l'économie de pays entiers et se fichent comme d'une guigne des déclarations d'intention des chefs d'États à vouloir protéger la planète de l'avidité des groupes capitalistes.

Ainsi les banques européennes ont accordé pour la période 2016-2020 quelques 30 milliards d'euros de financements à vingt géants de l'agroalimentaire responsables de la déforestation.



Les pollueurs de QMM dédouanés par l'État malgache

QMM, filiale malgache du trust canadien Rio Tinto, spécialisée dans l'exploitation de minerais s'est lancée depuis plusieurs années dans le sud malgache dans l'extraction de l'ilménite, un minerai entrant dans la fabrication de pigments pour les plastiques et les peintures.

Son installation a nécessité le déplacement de villages entiers provoquant colère et manifestations parmi les populations concernées.

En février-mars de cette année, suite à de fortes pluies, l'eau des bas-

sins remplis d'ilménite a débordé polluant les cours d'eau proches de la mine et provoquant la mort de milliers de poissons. Or, pas moins de 15 000 villageois de cette région vivent de la pêche. Cet accident les privait du jour au lendemain de tout revenu. Devant leur mécontentement, la direction de QMM leur octroyait quelques indemnités. En échange de quoi le gouvernement malgache, complice, décidait de dédouaner QMM de toute responsabilité dans ladite pollution.

L'État malgache possède 20 % des parts de QMM, mais toute la production (10 % de la production mondiale) est envoyée au Canada où elle est travaillée pour en faire des produits finis à haute valeur marchande.

Un exemple du pillage des richesses d'un pays artificiellement maintenu dans le sous-développement par un pays riche, avec la connivence de sa classe dirigeante.

SCAF : défense nationale, défense du capital

Le PDG de Dassault Aviation, Éric Trappier, a annoncé le 2 décembre un accord industriel avec Airbus pour le futur avion de combat européen, le SCAF, un accord relayé par les gouvernements allemand et français.

Depuis le début, les tractations pour la répartition des tâches font l'objet de marchandages : il y a en effet au moins cent milliards à se partager dans les décennies à venir, si cet avion vient hélas à voler un jour. La France comme l'Allemagne défendent chacune leur intérêt national, c'est-à-dire celui de leurs propres capitalistes, et les députés du Bundestag n'entendent pas alimenter les

caisses de Dassault avec autant d'empressionnement et de frénésie que le font depuis des décennies le gouvernement et les députés français. De son côté, Dassault se prévaut d'un savoir-faire de longue date et d'une propriété industrielle qui lui garantiraient le monopole d'une partie importante de l'avionique, et il exige de récupérer la plus grosse part possible du gâteau. Apparemment, il aurait réussi, du moins jusqu'à présent. Le programme va en effet être discuté en plusieurs étapes successives, soumises chacune au vote des Parlements nationaux.

L'Espagne, qui s'était ralliée au projet tardivement et de façon plus

marginale, n'a semble-t-il pas voix au chapitre. Les déclarations politiques des uns et des autres de chaque côté du Rhin se comprennent mieux lorsque l'on sait que l'Allemagne a laissé la maîtrise de l'avion de combat à la France en échange de celle du prochain char de combat. Celui-ci devant être également développé et construit en commun par les deux pays, on se précipite pour en profiter. Les enjeux sont multiples et jouent sur des milliards.

Les capitalistes de l'armement prospèrent d'autant plus que le son du canon se rapproche.



Macron et Dassault devant une maquette du SCAF, en 2019

Course aux armements : l'accélération

Le 9 novembre, Macron annonçait, devant un parterre de galonnés ravis, que l'année 2023 verrait une nouvelle augmentation des crédits militaires. L'État y consacrerait autour de 400 milliards d'euros entre 2024 et 2030. Au même moment, les pédiatres des hôpitaux publics se désespèrent devant leur manque de moyens.

Au début de la semaine suivante, le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, signait la commande de cinq nouvelles frégates et de trois navires ravitailleurs, pour 7 milliards d'euros. Quelques jours après, les gouvernements français, espagnol et allemand relançaient la construction par Dassault et Airbus du futur avion de combat, prévu pour 2040.

Lundi 21 novembre, élargissant la question, le secrétaire général de l'OTAN, Stoltenberg, demandait aux pays membres de consacrer à l'avenir bien plus de 2 % de leur PIB au budget militaire. Enfin, lundi 5

décembre, le journal *Le Monde* se félicitait du fait que les pays de l'Union européenne allaient consacrer 70 milliards d'euros de plus que prévu à leurs achats d'armes l'année prochaine.

Il ne faut pas s'étonner de voir les États les plus puissants dépenser des sommes considérables dans les engins de mort, alors même que leurs populations s'appauvrissent, pour ne pas parler du sort de celles des États plus pauvres. Ce sont les deux faces d'une seule médaille. Dans la longue crise d'agonie de son système, le capital cherche à maintenir son taux de profit en étranglant les populations et en s'abritant derrière les commandes et les garanties étatiques que l'industrie d'armement lui apporte. Il se prépare de plus à toute éventualité et fabrique les instruments militaires pour mater des révoltes chez lui ou à l'autre bout du monde, voire pour aller chercher fortune dans la gamelle de ses concurrents, à la force des

armes.

Voilà ce que cachent les déclarations patriotiques et les discours démocratiques des hommes d'État européens et de leur parrain et chef de file, l'impérialisme américain.



DANS LES ENTREPRISES

Korbey d'Or : la reprise aiguise les appétits

Korbey d'Or, une entreprise d'aide à la personne qui emploie 655 personnes, a été liquidée (avec poursuite d'activité) le 31 août 2022 après que les patrons ont mis la main dans la caisse en détournant pendant plusieurs années, des centaines de milliers d'euros à leur profit et laissé une ardoise au fisc et à la Sécu de 3 millions d'euros.

À l'échéance du 2 décembre, onze candidats se seraient faits connaître auprès du tribunal de commerce comme repreneurs potentiels.

Si autant d'entreprises (ou d'associations) se bousculent au portillon, c'est que ce secteur d'activité

peut rapporter gros.

Intervenant chez 2100 personnes âgées ou handicapées sur l'ensemble de l'île, les salariées de Korbey d'Or sont payées au Smic et pour la plupart à temps partiel. Elles doivent courir d'une maison à l'autre dans la journée avec leur véhicule, à pied ou en bus pour certaines, faire le ménage, les soins, les courses, etc. tout en tant en première ligne comme durant l'épidémie de Covid.

À raison de 22 euros de l'heure de subvention versée par le Conseil départemental, cela représente un joli pactole pour les patrons (les ex-patrons margouliniens en savent quelque chose !), sans compter les prestations

payées directement par les bénéficiaires ou leur famille.

Les futurs patrons ont sûrement flairé une bonne affaire. Ils feront sans doute de juteux profits. Mais quelles garanties pour les salariées de Korbey, d'Or ? Garderont-elles toutes leur emploi ? Dans quelles conditions ? Et puis, si les patrons ont bon espoir de se frotter les mains, les travailleuses, elles, doivent exiger des salaires qui leur permettraient de vivre correctement.

Elles ne doivent pas laisser leur sort entre les mains des patrons et des administrateurs judiciaires mais doivent s'organiser et être prêtes à faire face aux mauvais coups.

Service à la personne : un secteur prometteur pour les patrons

En 2016, le service d'aide à la personne comptait environ une quarantaine d'entreprises et employaient 15 000 personnes. Même si en 2020 les activités ont ralenti à cause de la crise sanitaire, le marché n'a pas faibli, loin de là.

Avec le vieillissement de la population, le nombre de foyers susceptible de faire appel au secteur d'aide à domicile (aide aux publics fragiles,

garde d'enfants, ménage, jardinage) pourrait croître de façon importante, de même que le nombre de salariés sauf si avec la crise économique, les subventions publiques diminuent et les familles deviennent trop pauvres pour y avoir recours.

C'est donc une manne financière potentielle non négligeable pour les capitalistes petits et grands, avides de profits.

Depuis l'affaire de l'Arast qui était sous la tutelle du Conseil général et qui a été dilapidé par celui-ci, collectivités locales et gouvernement ont fait le choix de tout laisser dans les mains du privé.

Un tel service, utile à la population, doit être public et sous le contrôle des travailleurs !

DANS LE MONDE

MAROC

Manifestation contre la vie chère et la répression

Dimanche 4 novembre, des milliers de manifestants ont défilé dans le centre de Rabat, la capitale du Maroc, pour dénoncer la baisse du pouvoir d'achat causée par l'envolée des prix des carburants et des produits alimentaires.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de près de 14 % en moyenne entre août 2021 et août 2022. Le prix de l'huile d'olive, l'un des produits de base, a été multiplié par deux en un an. Le pouvoir d'achat des plus pauvres est aussi plombé par la hausse des coûts de transport, qui a été d'environ 13 % en un an.

En septembre, le gouvernement a

concedé une petite augmentation du smig (+ 5 %) et du smag (salaire minimum agricole garanti : + 10 %), ainsi qu'une revalorisation de 5 % des pensions de retraite. Mais ces hausses sont loin de compenser celles des prix et, de toute façon, ne concernent pas tous les travailleurs du Maroc, où près de 30 % des emplois appartiennent à l'économie informelle.

Le Front social, regroupement de plusieurs partis, associations et syndicats de gauche, qui appelait à cette manifestation, voulait aussi dénoncer la répression toujours plus féroce contre les opposants politiques. Depuis le soulèvement populaire (Hirak)

de 2017 dans le Rif, de nombreux manifestants sont toujours en prison. L'un des dirigeants du Hirak, Nasser Zefzafi, purge une peine de vingt ans de prison dans des conditions déplorables, privé des soins médicaux dont il aurait besoin. Plusieurs dizaines d'autres opposants sont actuellement derrière les barreaux, avec des condamnations très lourdes, pour le simple fait d'avoir critiqué le pouvoir.

Après avoir harcelé et détruit les médias indépendants, le pouvoir s'en prend aux réseaux sociaux. Mais bâillonner une population n'a jamais empêché les révoltes contre l'exploitation, les inégalités et les injustices.



Manifestation à Rabat : « Contre la cherté, la repression et l'oppression »

Les travailleurs face à la flambée des prix

Cet article est extrait du journal *Le pouvoir aux travailleurs* édité par nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI).

Dakar est devenu en 2022 la ville la plus chère de l'Afrique de l'Ouest, devant Abidjan. Le salaire moyen au Sénégal est estimé à un peu moins de 71 000 francs CFA (108 euros) par mois, c'est-à-dire qu'un grand nombre de personnes ne disposent pas de ce revenu, alors que l'inflation, qui avait déjà atteint 11 % en juillet 2022, continue de grimper.

C'est une situation catastrophique pour des millions de personnes dans les villes et les campagnes. Les petits paysans, déjà victimes de la sécheresse, ont de plus en plus de mal à se nourrir. Ils quittent la campagne pour tenter de survivre en ville, mais leur situation ne fait que s'aggraver, à cause du chômage et des salaires de

misère pour ceux qui parviennent à trouver un petit job. Leurs enfants voient leur avenir bouché et ne rêvent que de partir vers les pays riches, dans l'espoir de pouvoir y tenter leur chance et de venir en aide à leurs parents en souffrance.

Cette situation de misère croissante est une menace pour le pouvoir du président Macky Sall et il sait qu'il suffirait d'une étincelle pour que la colère longtemps retenue lui explose à la figure. C'est pour éviter une telle explosion sociale qu'il manie la carotte et le bâton. D'un côté, il durcit son pouvoir en enfermant des journalistes qui ne lui plaisent pas et en envoyant la police pour réprimer violemment les manifestations, particulièrement dans le milieu de la jeunesse. Et, de l'autre, il fait beaucoup de démagogie pour faire croire à la population qu'il agit contre la flambée des prix. Il annonce

parfois des baisses de prix de certaines denrées, mais c'est uniquement sur le papier car, sur le terrain, les gens ne constatent rien. Pour s'en débarrasser, le gouvernement accuse les petits commerçants de ne pas appliquer ses consignes.

[...]

Les travailleurs n'ont rien à attendre des promesses de Macky Sall, pas plus qu'ils ne devraient faire confiance aux politiciens de l'opposition qui, tel Ousmane Sonko, prétendent avoir des « contre-propositions » pour lutter contre la misère et la vie chère. Les travailleurs ne devront leur salut qu'à eux-mêmes, à leur capacité et à leur volonté de s'organiser pour obtenir des salaires permettant de vivre décemment de leur travail.

Le Pouvoir aux travailleurs

MAYOTTE

Chasse aux voix sur fond de misère sociale

Le nouveau président du Rassemblement National, Bardella, est venu en vadrouille à Mayotte et à La Réunion les 8 et 9 décembre.

À Mayotte, Le Pen était arrivée largement en tête aux deux tours de l'élection présidentielle (42,68 % et 59,1 %). Bardella a l'intention de continuer à surfer sur le sentiment d'insécurité grandissant dans l'île, en désignant les « immigrés » como-riens comme responsables de la délinquance dans les quartiers.

Il a décidé de rendre visite coup sur coup au Centre de Rétention Administrative de Mayotte, à des représentants de syndicats de police (à huis clos), au commissariat de Mamoudzou où il achèvera sa visite par une conférence de presse !

Il faut dire que les milieux de prédilection du Rassemblement National, sont les commissariats et les

casernes, ces corps de répression que tous les politiciens bourgeois de droite, de gauche et d'extrême droite entretiennent pour pouvoir réprimer la classe ouvrière le jour où elle se révoltera contre l'exploitation.

Comme le gouvernement qui déploie toujours plus de forces de répression pour tenter de faire passer à l'arrière plan son incapacité à mettre fin à la délinquance dans les quartiers de Mayotte. Objectif qui ne pourrait être atteint, au moins en partie, qu'au moyen d'investissements massifs

dans le logement, l'école, la santé, les transports en commun ou l'adduction d'eau potable.

RN et macronie sont à la fois en accord pour ne pas faire payer les riches et en concurrence sur le marché des préjugés racistes.

Tous les pauvres, tous les exploités de l'île, quelques soient leurs lieux de naissance, ne peuvent compter que sur leurs luttes communes pour espérer voir un jour leur sort s'améliorer.



Quartier de Labattoir

Flickr

Les propos puants du président du RN

À l'occasion de son passage à Mayotte le 9 décembre, Jordan Bardella, le nouveau président du Rassemblement National, a déclaré en direction des immigrés Comoriens venus chercher meilleure fortune à Mayotte : « *La France ce n'est pas un guichet social, on ne vient pas en France, avec ses bagages, ses moeurs, sa coutume pour bénéficier des prestations sociales auxquels beaucoup de nos compatriotes aime-*

raient avoir droit. Je pense que le boulot des responsables politiques français est de s'occuper des siens avant de s'occuper des étrangers ».

Avant d'ouvrir son clapet, Bardella ferait bien de se renseigner sur l'histoire de Mayotte et des Comores qui ne constituaient encore il n'y a pas si longtemps qu'un seul État.

Même avec la séparation de Mayotte des Comores, les mœurs et les coutumes des Mahorais restent les

mêmes que ceux de leurs frères et sœurs comoriens, car ils partagent grandement la même histoire et la même culture et font souvent partie de mêmes familles.

Le mépris qu'il affiche pour les Comoriens vise donc aussi les Mahorais... qui auraient bien tort de continuer à voter pour ce parti raciste et xénophobe !

L'eau au compte-goutte !

À Mayotte les visites de ministres se succèdent, mais la situation sociale de la population se dégrade de plus en plus.

La dernière calamité dont elle est victime est le manque d'eau. À tel point que le syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de Mayotte (SIEAM) a décidé d'étendre à toutes les communes de l'île les « tours d'eau limités » (les coupures) qui n'affectaient jusqu'à présent que Mamoudzou, Koungou et la Petite Terre .

La consommation d'eau a certes fortement augmenté avec le quadruplement de la population en vingt ans (entre 1985 et 2017) et le déboisement massif et anarchique qui s'en est suivi, faute de politique publique

de protection de la forêt y associant les Mahorais.

Mais la promesse du Conseil général de construire une troisième retenue sur la rivière Ouroveni est... tombée à l'eau, car elle aurait empiété sur la propriété d'un de ses anciens président, comme cela a aussi été le cas pour la construction d'une deuxième usine de dessalement !

La population mahoraise n'est pas simplement confrontée aux problèmes objectifs de prospection de ressources en eau suffisantes et de leur potabilisation, elle se heurte avant tout au mépris des riches propriétaires et détenteurs du pouvoir politique dans l'île, souvent les mêmes, et de l'inertie et de la complicité de l'État français.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 227 (novembre 2022):

- **Grèves et manifestations:** la contestation ouvrière doit s'élargir
- **Haïti:** protestations populaires et gangs armés
- **Qatar:** exploitation féroce et contrats mirobolants à l'ombre de la dictature
- **Révolution en Iran:** quelles perspectives et quelle direction ?
- **Zone industrielle de Yopougon en Côte d'Ivoire:** un mouvement de grève inédit qui en appellera d'autres
- **États-Unis:** le droit à l'avortement remis en cause
- **Italie:** Meloni, nouveau visage de la réaction
- **L'ex-Secrétariat unifié face à la guerre en Ukraine**

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.